

## **SIXIEME CONFERENCE AFRICAINE SUR LA POPULATION**

### **La population Africaine : Passé, Présent et Futur?**

Ouagadougou, Burkina Faso du 5-9 Décembre 2011

#### **Proposition de communication :**

#### **THEME 6 : Enfants, jeunes, et transitions vers l'âge adulte**

Séance 6.2 : Tendances et déterminants de la scolarisation

#### **Sujet : Scolarisation et dépenses d'éducation des ménages au Burkina Faso :**

**Wendnso Maria Sidonie GOUEM**

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)  
Ouagadougou (Burkina Faso)  
01 BP. 374 Ouagadougou 01  
Tél. (226) 50 32.49.76  
Fax : (226) 50 32.61.59  
[sigouem@gmail.com](mailto:sigouem@gmail.com)

L'éducation est un déterminant de la croissance et la pauvreté pourrait être vaincue à long terme par un effort éducatif. Les pays pauvres, particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne, semblent enfermés dans un cercle vicieux : ne pouvoir investir dans l'éducation faute de moyens alors que cet investissement serait, à terme, la voie de création de moyens supplémentaires (Jean Bourdon, 2006). Dans les pays africains en général et au Burkina en particulier, les dépenses d'éducation sont en deçà de ce qu'elles pourraient être, les moyens d'agir pour augmenter les ressources sont tributaires de la situation économique du pays. A cela, il faut ajouter les conditions de vie précaires des ménages qui devront faire face à toutes les priorités telles que l'alimentation, la santé, l'habitation, l'éducation des enfants etc. Jean Bourdon explique en 1999 que « La nouvelle interprétation du rôle de l'éducation dans la croissance et la reproduction des inégalités, conduit à donner de nouvelles finalités à l'examen de la dépense éducative. Dans ce contexte, le critère d'opportunité imposerait d'impulser le développement éducatif. En Afrique de l'Ouest comme ailleurs, aucun développement durable ne peut être assuré sans l'amélioration du niveau de formation scolaire et universitaire. Dans cette région, la pauvreté a de graves conséquences sur les différentes réformes engagées dans le secteur de l'éducation (Bernard Yako, 2008).

La pauvreté est un phénomène complexe en ce sens qu'elle se manifeste sous diverses formes : absence de revenu et de ressources productives suffisantes pour assurer les moyens d'existence viables, faible accès aux services sociaux (santé, logement, éducation, eau potable etc.), l'exclusion sociale et l'absence de participation aux prises de décisions (INSD, 2007). Les dépenses d'éducation peuvent favoriser la croissance économique, la productivité, l'épanouissement des personnes, leur développement social et réduire les inégalités au sein de la société. Les ressources financières totales affectées à l'éducation sont l'un des choix primordiaux que font les gouvernements, les entreprises, les étudiants et surtout les ménages dans chaque pays. Par exemple, la part des dépenses d'éducation dans les dépenses totales des ménages au Burkina est estimée à 1,5 %, soit une dépense moyenne d'éducation de 42 747 Fcfa par an. Cette part est plus importante en milieu urbain et est même stable quel que soit le niveau de vie, quel

que soit le milieu, les ménages dirigés par les femmes ont toujours une contribution plus importante comparativement à celle des hommes (INSD, 2007).

Estimer les dépenses d'éducation des ménages permet d'apprécier la contribution relative des ménages dans les dépenses d'éducation par niveau d'enseignement et dans la structure globale du financement de l'éducation à travers la mise en relation avec les rendements privé et public de l'éducation. Aussi permettra-t-il de vérifier si les dépenses d'éducation ne constituent pas un obstacle à la scolarisation des plus pauvres et enfin d'examiner si les écarts de dépenses d'éducatives sont le reflet des inégalités d'accès. La présente analyse se place dans l'objectif d'une scolarisation de base universelle qui nous conduit à aborder la question du coût de l'éducation au ménages.

Très peu de données spécifiques estiment non seulement les dépenses d'éducation des ménages mais aussi ne sont pas détaillées si elles existent sur différents les aspects des dépenses d'éducation tels que : Quel montant chaque membre du ménage consacre à l'éducation des enfants? Combien dépense le ménage par niveau d'enseignement ? Notons aussi qu'il n'y pas toujours une homogénéité entre les enquêtes ménages dans les rubriques relatives aux dépenses d'éducation. En général, les enquêtes existantes sur les conditions de vie des ménages montrent comment la précarité d'un très grand nombre de ménages les empêche de payer les frais de scolarité de leurs enfants en dépit d'une certaine déresponsabilisation des services publics qui a pour conséquence l'intervention massive du secteur privé dans la formation scolaire et universitaire (Bernard Yako, 2008). Au niveau du supérieur par exemple au Burkina, le système actuel fait l'objet de multiples critiques de la part des parents que des étudiants. Il est accusé de ne pas être assez équitable et pour eux, l'équité vue uniquement sous l'angle de la redistribution des transferts est restrictive (Abdoulaye Zonon (2007).

L'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages du Burkina a saisie dans sa phase principale la variable dépendante d'analyse qu'est la fréquentation scolaire actuelle. Aussi a-t-elle collecté les variables indépendantes d'intérêt sur l'enfant (l'âge de l'enfant, le sexe de l'enfant, Le type d'établissement fréquenté en 2008-2009, le lien de parenté avec le CM et la dépense scolaire durant l'année scolaire 2008-2009) et sur le chef de ménage (le niveau d'instruction du CM, le sexe du CM , l'âge du CM) pour notre analyse. L'objectif de cette communication est de comprendre la façon dont les individus, dans un contexte de crise économique généralisée et d'extrême pauvreté développent des stratégies pour venir à bout des charges scolaires de leurs enfants. L'étude examinera le niveau de dépenses des ménages sur la scolarisation des enfants du primaire et du secondaire au Burkina à travers les données cette enquête. Plus spécifiquement, cette communication se propose de :

- 1.) *Déterminer les caractéristiques des enfants selon le niveau de dépenses d'éducation des ménages;*
- 2.) *Déterminer les différences de niveau de fréquentation scolaire des enfants selon le niveau de dépenses d'éducation des ménages;*
- 3.) *Comparer l'influence du niveau de dépenses d'éducation des ménages sur la fréquentation scolaire des enfants,*
- 4.) *Examiner si l'impact des disparités de dépenses d'éducation des ménages varie selon les caractéristiques de l'enfant, du chef de ménage et du ménage?*

## **2.4. Méthodes d'analyse**

En terme de méthodes, nous recourons non seulement aux méthodes descriptives telles que les tableaux croisés mais aussi à des méthodes explicatives, notamment des modèles de régression

logistique. Comme précédemment évoqué, la charge scolaire des enfants dans cette étude sera appréhendée par le questionnaire de suivi des dépenses rétrospectives et revenus qui, enregistre en ce qui concerne l'éducation les dépenses des douze derniers mois. C'est la combinaison des dépenses des ménages de chaque enfant qui nous permettra de créer l'indicateur *dépenses d'éducation* du ménage. La variable dépendante sera la fréquentation scolaire du moment. Les questions sont explorées à partir des données de l'enquête Intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM) de 2009-2010. La stratégie d'analyse consiste à vérifier les hypothèses de renforcement et de diminution de la scolarisation des enfants au sein des ménages en fonction du niveau de dépenses selon les caractéristiques de l'enfant, du chef de ménage et le ménage.

### **Références bibliographiques:**

Jean Bourdon, (2006), Coût et financement de l'éducation primaire en Afrique subsaharienne, in Défis du développement en Afrique subsaharienne : L'éducation en jeu, Marc Pilon (ed), CEPED Les Collections du CEPED, série Rencontres, Paris, 2006. pp123-145

Bernard Yapo Kouassi, (2008), Pauvreté des ménages et accès à l'éducation en Afrique de l'ouest: Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo, Karthala, 178p.

Abdoulaye Zonon (2007), Equité et dépenses publiques dans l'éducation supérieure au Burkina Faso, document de travail, CAPES, 31p

INSD, (2007), études spécifiques approfondies des données de l'enquête prioritaire : éducation et pauvreté au Burkina Faso, Ministère de l'Economie et du Développement, Ouagadougou, Décembre 2007, 48 p.

Alain Mingat, Bruno Suchaut, (2000), Les systèmes éducatifs africains: une analyse économique comparative, Centre inter-africain de recherches et d'études supérieures en sciences de l'éducation, 308 p.

Yawovi Tchamégnon, (2007), Etude des dépenses allouées à l'enseignement général du troisième degré et calcul des coûts unitaires: le cas du Togo, Centre inter-africain de recherches et d'études supérieures en sciences de l'éducation, Lomé, Togo, 42 p.